



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

infirmiers anesthésistes

Question écrite n° 80278

## Texte de la question

M. Yves Nicolin attire l'attention de Mme la ministre de la santé et des sports sur l'inquiétude exprimée pas plusieurs dizaines de milliers d'infirmiers anesthésistes diplômés d'État (IADE) dans le cadre de la réingénierie et l'uniformisation des diplômes européens (LMD). En effet, les IADE ont aujourd'hui le sentiment que cette réforme non seulement ne les concerne pas mais plus encore les pénalise dans la mesure où la revalorisation dont ils font l'objet ne correspond pas à la durée de leurs années de formation (la plus longue dans le milieu infirmier) ainsi qu'à l'exclusivité d'exercice qu'ils sont les seuls à posséder. Pour ces raisons et durant le mois de mai 2010, les IADE ont souhaité manifester leurs inquiétudes par plusieurs mouvements de grève. Afin de préserver la qualité des soins dispensés et garantir la sécurité et le bien-être des patients, les IADE souhaitent que leur formation soit reconnue de niveau master 2 compte tenu du fait, qu'après un premier concours, une formation infirmière de trois ans est obligatoire, sanctionnée par un diplôme d'État. Cette formation se poursuit par au moins deux ans d'équivalent temps plein en milieu hospitalier puis par un concours d'admission qui, en cas de réussite, nécessitera deux ans de spécialité anesthésique, sanctionnée par un diplôme d'État et conclue par un mémoire. Ils souhaitent également : une revalorisation salariale qui tienne compte du niveau de formation ; une exclusivité de l'exercice afin d'assurer la qualité et la sécurité des anesthésies dispensées en milieu et hors milieu hospitalier ; le maintien de la reconnaissance de la pénibilité avec la possibilité de départ en retraite à l'âge de 55 ans eu égard au rythme de travail (astreinte, week-end, 12 ou 24 heures d'affilée...) imposé durant toute la carrière de l'IADE. Aussi il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles suites elle entend donner aux demandes exprimées par les infirmiers anesthésistes diplômés d'État.

## Texte de la réponse

Les mesures prévues dans le protocole d'accord du 2 février 2010 relatif aux conditions d'intégration en catégorie A de la fonction publique hospitalière (FPH) des infirmiers et des professions paramédicales aux diplômes reconnus par les universités qui s'inscrivent dans le cadre de la réforme licence-master-doctorat (LMD), sont intégrées dans l'article 30 du projet de loi de rénovation du dialogue social et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique. S'agissant du corps des infirmiers anesthésistes diplômés d'État (IADE), la grille indiciaire de celui-ci a déjà fait l'objet de revalorisations importantes dans le cadre du protocole du 14 mars 2001. Le protocole d'accord du 2 février 2010 renforce ce mouvement, en accentuant davantage la revalorisation chez les jeunes professionnels. Les IADE qui opteront pour le nouveau corps percevront à l'issue de la réforme un supplément de rémunération de près de 2 880 EUR pour les plus jeunes d'entre eux. Les IADE en fin de carrière percevront 2 064 EUR de plus que dans l'ancien statut. Ces gains de rémunération seront mécaniquement très favorables aux intéressés en matière de droit à pension. En effet, cette réforme attribuera aux personnels quasiment l'équivalent d'un 13e mois de salaire, et donc naturellement un 13e mois de pension. Rien ne sera imposé aux personnels ; chacun fera librement le choix le mieux adapté à sa situation et à son projet de vie : conserver son statut actuel ; ou opter pour un nouveau grade fortement revalorisé, avec une durée de carrière alignée sur le droit commun. Cette évolution statutaire proposée aux infirmiers est cohérente avec les évolutions démographiques. Sans méconnaître la pénibilité des postes de travail, on constate que les

infirmières pensionnées de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique territoriale ont une espérance de vie comparable à celles des autres Françaises. Selon les chiffres donnés par la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, les infirmiers de la FPH cessent en moyenne d'exercer leur activité à 57 ans, tendant ainsi à s'aligner sur le régime des infirmiers du secteur privé qui partent en retraite à partir de soixante ans, comme ceux des autres pays de l'Union européenne, quel que soit leur mode d'exercice. Concernant la réingénierie des études, la reconnaissance au niveau licence des infirmiers en soins généraux était un préalable indispensable. La même démarche se poursuit, en étroite collaboration avec les organisations syndicales et professionnelles, pour réformer les études des infirmiers spécialisés. L'exclusivité d'exercice des IADE, tel qu'il est reconnu et défini par le code de la santé publique, n'est en rien remise en cause par le protocole d'accord du 2 février 2010 ni par ses textes d'application. La ministre de la santé et des sports, avec les professionnels et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, souhaite la reconnaissance d'un niveau master pour le diplôme d'IADE qui légitimera les évolutions de l'exercice d'IADE. Les travaux doivent être conclus fin 2010 pour une prise en compte du nouveau programme dès la rentrée 2011. Le niveau d'expertise et de responsabilité des IADE sera pris en compte en 2011 dans les discussions sur la prime de fonction et de résultats. Les travaux qui s'ouvriront en 2011 sur les conditions de travail et les secondes parties de carrière, dans le cadre du protocole LMD, intégreront les problématiques spécifiques de l'anesthésie.

## Données clés

**Auteur :** [M. Yves Nicolin](#)

**Circonscription :** Loire (5<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 80278

**Rubrique :** Fonction publique hospitalière

**Ministère interrogé :** Santé et sports

**Ministère attributaire :** Santé et sports

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 8 juin 2010, page 6276

**Réponse publiée le :** 13 juillet 2010, page 7955